Figures marquantes de notre histoire – Le siècle de la Révolution tranquille 5e rencontre : Maurice Duplessis (1890-1959)

Conférence présentée en webdiffusion le 2 février 2021

Invité : Jonathan Livernois, historien et professeur agrégé

Animateur : Éric Bédard, historien

Texte publié le 14 juillet 2022

La révolution dans l'ordre du duplessisme

Un événement sans réelles incidences sur le destin du Québec : pendant la campagne référendaire de 1980, René Lévesque visite le Club de l'âge d'or de Mascouche. Le quotidien *La Presse* en rend néanmoins compte dans son édition du 15 mars 1980 : « À cet auditoire souvent distrait de personnes âgées, [René Lévesque] a parlé de Maurice Duplessis, "le premier ministre québécois qui a crié jusqu'en 1959 pour qu'Ottawa rende au Québec son « butin » et qui est finalement mort sans que son rêve ne se réalise…" [1] » Ce n'était pas la première fois que l'homme politique convoquait son prédécesseur : lors du dévoilement de la statue de Duplessis dans les jardins du Parlement, le 9 septembre 1977, Lévesque, disant départager le bon grain et l'ivraie, acceptait une partie du legs :

> *On nous permettra en revanche de ne pas blâmer ce lointain premier ministre d'avoir par exemple aidé et de tout son cœur la classe agricole, d'avoir travaillé et selon ses lumières à accélérer le développement économique du Québec, d'avoir réussi à force de poignet politique à faire baisser de quelques % la taxation fédérale alors exorbitante au Québec, ou d'avoir déclaré dans un discours de janvier 1938 : la Confédération a consacré le principe de l'autonomie provinciale parce que chacune des provinces possédait sa mentalité et son autonomie propres. Nous voulons bien collaborer avec les autres mais nous entendons faire respecter notre autonomie. Nous voulons être maître chez nous [2].*

« Maîtres chez nous » : Ces mots viennent, pour ainsi dire, rattacher les bouts du destin québécois. Un peu comme si la Révolution tranquille n'était plus vue telle une rupture complète avec un passé que plusieurs abhorrent encore en 1977. Jean Lesage aurait-il donc agi dans le sillage de Duplessis ? Tout à coup, il pourrait y avoir une continuité. Je ne saurais dire si les gens de l'Union nationale l'ont entendu ainsi en 1977. Et je ne sais pas non plus si les gens de l'âge d'or de Mascouche ont voté « OUI » au référendum pour que l' « œuvre » de Duplessis se réalise. Quoi qu'il en soit, Duplessis était encore bien présent dans l'imaginaire québécois. Révolution tranquille ou pas.

Quarante ans plus tard, les choses en sont restées à peu près là dans notre compréhension et notre appréciation collectives du parcours politique de Maurice Duplessis. On le déteste, on l'adore. On le réhabilite, on le vilipende. Il a été le précurseur de la Révolution tranquille. Il a retardé voire empêché la Révolution tranquille. Des chercheurs ont raffiné le portrait – je pense entre autres aux études sur le marketing politique de l'Union nationale par Alain Lavigne –, mais dans l'imaginaire social, la polarisation est toujours la même. Je demeure d'ailleurs fasciné par la persistance de l'idée de Grande Noirceur, même chez les plus jeunes, comme mes étudiants et étudiantes, dont les codes culturels ne sont pourtant plus ceux de leurs parents et grands-parents. Après un trimestre à discuter de la période des années 1940 et 1950 au Québec, à mettre en relief la complexité des rapports entre le politique et la littérature, par exemple, je constate très souvent dans leurs travaux la persistance de ce portrait : le Québec d'alors vit dans la Grande Noirceur, Duplessis est un despote et l'Église catholique écrase ses ouailles. Bref, les travaux universitaires sur le duplessisme ne percolent toujours pas dans l'imaginaire social.

***

Les sujets qui m'intéressent partent le plus souvent d'un étonnement. L'historien américain Robert Darnton le disait bien : « Nous avons constamment besoin de nous libérer d'un faux sentiment de familiarité avec le passé et de recevoir notre dose de chocs culturels [3] ». Ce sont les choses qui nous étonnent qui permettent parfois de « conduire à une vision du monde, inconnue et surprenante [4] ».

Pas besoin de remonter au 18e siècle pour être étonné par le passé. Et pas besoin de s'expatrier non plus. Le cas de Maurice Duplessis et de sa fortune mémorielle suffit. L'homme qu'on disait être l'incarnation de la Grande Noirceur a été élu premier ministre par cinq fois. Pas une, pas deux, mais bien cinq fois. Les résultats n'étaient pas staliniens, mais convaincants : 56,9 % (en 1936), 38 % (en 1944), 51,2 % (en 1948), 50,5 % (en 1952) et 51,8 % (en 1956). Les électeurs étaient-ils masochistes? Auraient-ils couru sciemment à leur perte? À moins de croire qu'ils ont été trompés par Duplessis. Ou que les fraudes électorales expliquent tout. Ces explications ont leur importance, certes, mais elles ne permettent pas de comprendre entièrement le duplessisme et les raisons de sa longue durée. Duplessis, élu par cinq fois premier ministre de la province de Québec? Cet étonnement aura suscité l'écriture d'un essai historique, *La révolution dans l'ordre. Une histoire du duplessisme* [5]. Reprenons le parcours.

***

Maurice Duplessis est né à Trois-Rivières le 20 avril 1890. Il est le fils de Berthe Genest (1861-1921) et de Nérée Duplessis (1855-1926). Au confluent de la rivière Saint-Maurice et du fleuve Saint-Laurent, Trois-Rivières est alors une toute petite ville d'un peu plus 8 000 d'habitants. Son développement industriel démarrera surtout au début du 20e siècle, avec l'industrie des pâtes et papiers. Siège du diocèse de Trois-Rivières (fondé en 1852), la ville est marquée par un conservatisme certain : son évêque de 1870 à 1898, Louis-François Laflèche, est une des figures de proue de l'ultramontanisme. Le père de Duplessis sera l'un de ses conseillers. Député conservateur de la circonscription de Saint-Maurice de 1886 à 1900, Nérée Duplessis sera ensuite maire de Trois-Rivières en 1904-1905 puis juge à partir de 1914. Son fils Maurice vit alors ses années d'apprentissage comme beaucoup de jeunes bourgeois canadiens-français. Il fréquente le collège Notre-Dame à Montréal, le séminaire Saint-Joseph à Trois-Rivières puis l'Université Laval à Montréal. Avocat, il est reçu au barreau en 1913 et pratique à Trois-Rivières. La ville se remet alors du grand incendie du 22 juin 1908, qui a détruit près de 800 édifices du centre-ville.

Nérée Le Noblet Duplessis. Auteur inconnu, domaine public. Source : BAnQ P1000,S4,D83,PD95.

Quand Duplessis se présente pour la première fois aux élections provinciales de 1923 dans la circonscription de Trois-Rivières, le Parti conservateur n'est plus le parti « naturel » du pouvoir. Dominant largement la scène politique de 1867 à 1897, il est remplacé par le Parti libéral, qui sera aux commandes de la province jusqu'en 1936. Les différences idéologiques ne sont pas très marquées entre ces deux partis, qui demeurent plutôt conservateurs socialement et partisans du libéralisme économique. Dans leur *Histoire du Québec contemporain,* Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert rappelaient que « [l]es gouvernements qui se succèdent de 1897 à 1936 font adopter des lois et prennent des mesures favorables à l'exploitation des richesses naturelles par les grandes compagnies, leur accordant des privilèges nombreux et étendus et leur concédant de vastes territoires ». En outre, « [d]es liens très étroits se tissent d'ailleurs entre le personnel politique et les administrateurs des grandes entreprises. Il n'est pas rare de voir des ministres siéger à leurs conseils d'administration ou agir à titre d'avocats des grandes compagnies [6] ».

Duplessis perd ses premières élections par 284 voix. Il se présente de nouveau en 1927. Il l'emporte par 126 voix, mais son parti n'a plus que 9 députés en chambre. Dans ce contexte, le nouveau député se démarque rapidement. *Le Devoir* écrit à son propos : «M. Duplessis est éloquent sans grandiloquence, il manie avec facilité une ironie fine et mordante qui ne sort jamais des limites de la courtoisie. Il sait envelopper une pilule amère sous le chocolat du compliment et la faire avaler sans grimace. » [7] Duplessis, courtois ? Ce n'est pas l'image que l'histoire a retenue de l'homme politique. Et pourtant, à l'époque, la politique est faite de débats civilisés entre gentlemans, qui citent Racine et Horace pour mieux mettre en relief leur capital culturel, gage de leur grandeur politique. Le premier ministre Louis-

Alexandre Taschereau est lui-même une sorte d'aristocrate qui, comme le disait de manière narquoise l'écrivain Jacques Ferron, craignait « moins la révolution que se faire appeler Alex [8] ». Quelques années plus tard, pourtant, la donne a complètement changé : Maurice Duplessis attaque de manière véhémente la « clique » libérale. Que s'est-il passé? D'abord, la crise économique suivant le krach boursier d'octobre 1929 a tout chamboulé. Quand le taux chômage est autour de 25 % à Montréal, quand les gens crèvent littéralement de faim, on ne peut plus débattre entre bourgeois gentilshommes. Se développe alors une forme de populisme, incarnée par le chef du parti conservateur et maire de Montréal, Camillien Houde. Celui qu'on surnomme le « p'tit gars de Sainte-Marie » est ainsi décrit par le politologue Frédéric Boily :

> *C'est un populiste brut, au langage coloré, aux formules qui font mouche auprès d'un électorat populaire qu'il cherche à séduire pour détrôner un Parti libéral bien installé au pouvoir face à un adversaire conservateur en reconstruction. Pour ce faire, et après être devenu chef des conservateurs tout en étant déjà maire de Montréal, Houde développe un discours qui cherche à prendre appui sur le peuple afin de s'en servir comme d'un levier pour se propulser dans l'arène politique [9].*

Est-ce, comme le propose Boily, l'influence du chef qui finira par infléchir le discours et l'ethos de Maurice Duplessis? Cela est possible. Ces changements peuvent aussi s'expliquer par l'importance phénoménale de la radio – CKAC est fondée en 1922. En 1931, 27,8 % des ménages québécois ont un appareil récepteur de radio. Dix ans plus tard, le pourcentage atteint 70,6 % [10]. C'est dire que les hommes politiques ne pourront pas se passer de la radio et devront ajuster, pour ce faire, leurs façons de parler. Les effets de toge et les envolées littéraires cèderont le pas à un langage clair, simple, qui s'adresse directement aux électeurs dans leurs foyers respectifs. Il faut aussi de l'humour, des jeux de mots, des calembours, dont Duplessis sera un grand amateur. Duplessis sera ainsi un homme politique de l'âge de la radio, comme Winston Churchill ou encore Franklin D. Roosevelt, qui inaugurera ses « Fireside Chats » (« conversations au coin du feu ») en 1933.

Maurice Duplessis (au centre) en compagnie du maire de Montréal Camilien Houde et de son épouse Georgianna Falardeau, lors d'une assemblée populaire tenue au marché Saint-Jacques, à Montréal, à la veille des élections provinciales de juillet 1948. Source : Wikimedia Commons, domaine public.

Tandis qu'il est battu dans les circonscriptions de Montréal Saint-Jacques et de Montréal Sainte-Marie aux élections générales de 1931, Camillien Houde quitte la direction du Parti conservateur. Maurice Duplessis le remplace à la suite du congrès du parti à Sherbrooke, en novembre 1933. La crise économique ne se résorbe pas. Le gouvernement Taschereau est usé : les libéraux sont au pouvoir depuis 1897, Taschereau est député de Montmorency depuis 1900 et premier ministre depuis 1920. L'enrichissement des ministres et du premier ministre, siégeant à de nombreux conseils d'administration de grandes compagnies, finit par susciter la colère du peuple. Duplessis sait canaliser cette grogne. Toutes les occasions sont bonnes. Par exemple, en chambre, le 22 février 1934, il dénonce le retard de paiement d'œuvres d'Alfred Laliberté et d'Horatio Walker qui ont été commandées par le Musée de

la Province (actuel Musée national des Beaux-Arts du Québec) : « On a de l'argent pour des toiles et des statuettes, mais on n'a rien pour payer ce qui est dû aux hôpitaux, on n'a rien pour l'agriculture. Bien plus, on fait des mandats spéciaux pour payer des comptes qui remontent à 10 ans. » Son adversaire, le secrétaire de la province, Athanase David, concède : « Je sais que dans un moment comme celui-ci, où la population se demande si elle mangera demain, il peut paraître étrange de parler de toile de 15 000 $. » C'est ce décalage entre les élites et le peuple qui finira par engendrer une rupture réelle entre ceux-En 1934, des libéraux déçus (entre autres) fondent l'Action libérale nationale. Le chef est Paul Gouin, fils de l'ancien premier ministre Lomer Gouin, plus esthète que politicien. On y retrouve aussi des figures importantes comme le député de Québec-Est Oscar Drouin, le nouveau maire de Québec, Joseph-Ernest Grégoire, ainsi que le Dr Philippe Hamel. De son côté, Maurice Duplessis dirige un parti qui vivote, qui ne réussit qu'à faire élire une dizaine de députés à chaque élection depuis 1897. Comme le relève le chanoine Groulx dans ses mémoires, il manque alors au chef du Parti conservateur deux ingrédients pour assurer sa victoire électorale : la jeunesse (et son enthousiasme), ainsi qu'un programme politique qui se démarque des promesses libérales. L'Action libérale nationale peut lui donner à la fois la jeunesse et un programme politique ambitieux, combinant des mesures modernes – comme l'abolition du rôle du lieutenant-gouverneur et les premières étapes d'une nationalisation de l'électricité – et plus conservatrices – le corporatisme pour sortir des affres du capitalisme ainsi que l'agriculture vue comme principale source de richesse. Pour battre les libéraux, les deux partis se réunissent dans une coalition ponctuelle, une Union… nationale. Il y a aura ainsi un seul candidat d'opposition dans les comtés de la province (25 à 30 candidats pour les conservateurs et entre 60 et 65 pour le parti de Paul Gouin). Si l'Union nationale prend le pouvoir, Maurice Duplessis sera premier ministre et Paul Gouin choisira les membres du conseil des ministres. Les résultats aux élections de novembre 1935 sont très serrés : 48 sièges aux libéraux, 42 aux unionistes.

Duplessis a les coudées franches pour convoquer ce qui deviendra le Waterloo du gouvernement Taschereau : le comité des comptes publics. De quoi s'agit-il? Je le décrivais ailleurs, avec ma collègue Sophie Imbeault :

Créé à l'époque du Bas-Canada, convoqué périodiquement depuis la Confédération, le Comité des comptes publics avait pour but de passer en revue les dépenses faites par le gouvernement. Cela exigeait beaucoup de travail, et quand l'opposition était peu nombreuse, il devenait difficile de cumuler les travaux de l'Assemblée législative et ceux du Comité. Ce dernier avait siégé pour la dernière fois en 1924, les dépenses et pratiques souvent irrégulières de la nouvelle Commission des liqueurs ayant été passées au crible sans que le régime de Taschereau soit vraiment inquiété [11].

Avec 42 députés de l'opposition, les choses ne sont plus les mêmes. Duplessis convoque le comité. Il passe au peigne fin les comptes du gouvernement et tout particulièrement ceux du Département de la colonisation. Et les scandales se multiplient. Du népotisme, des dépenses somptuaires de l'ancien ministre Irénée Vautrin tandis que les colons d'Abitibi vivent dans la plus grande précarité, du copinage, des fraudes, etc. C'est le témoignage du frère du premier ministre, Antoine Taschereau, comptable de l'Assemblée législative depuis 1913, qui vient clouer le cercueil du gouvernement. Il avoue alors déposer une partie des derniers publics – servant notamment à payer les indemnités des députés – dans des comptes personnels. La tradition est ancienne et remonte au milieu du 19e siècle. Il jure ne pas retirer d'intérêts sur ces sommes. Quelques jours plus tard, il revient devant le comité : « La dernière fois que j'ai comparu devant le Comité des comptes publics, j'étais indisposé, j'étais malade, j'étais nerveux ; n'ayant pas été averti que je devais comparaître devant le Comité des comptes publics, je n'avais pas examiné les documents et j'étais absolument ignorant des choses qui s'étaient passées il y a des années. » Finalement, il déposait dans ses comptes non pas des montants de 25 000 ou 30 000 dollars, mais bien de 75 000 dollars. Et, oui, il retirait les intérêts sur ces sommes. L'interrogatoire de Taschereau par Duplessis ressemble à plusieurs autres que nous avons connus, plus récemment, avec la commission Charbonneau :

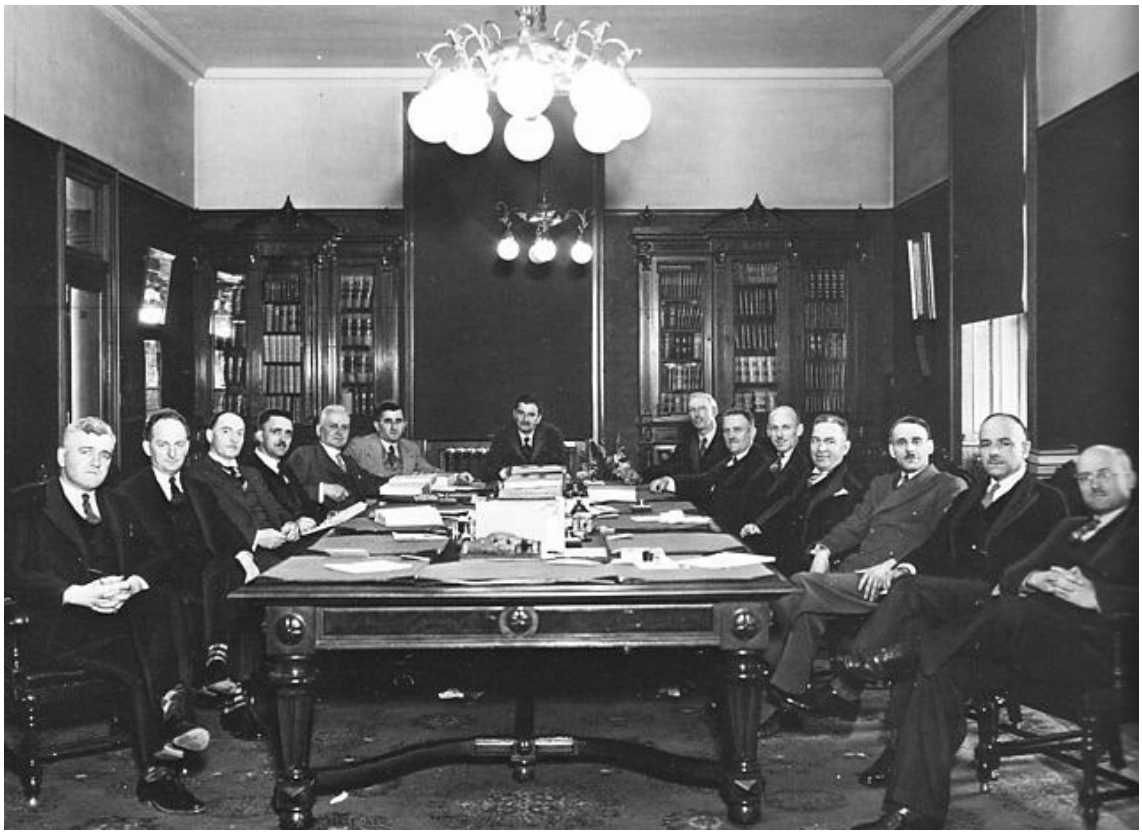
Duplessis : « Vous avez juré que vous n'aviez déposé là que les argents des bills privés. Vous rappelez-vous de cela ? »
Taschereau : « Ah non, j'ai jamais juré cela. »
Duplessis : « Jurez-vous que vous n'avez jamais juré cela ? »
Taschereau : « Je jure que j'ai jamais juré cela. »

> *Duplessis : « Quand vous jurez que vous n'avez jamais juré cela, êtes-vous conscient, ou inconscient comme lors de votre premier témoignage ? »*
> *Taschereau : « Non, j'ai jamais juré cela parce que je sais que c'est le contraire. »*

La tempête ne se calme pas. Antoine Taschereau démissionne. Son frère Louis-Alexandre le suit. Des élections sont déclenchées. De son côté, Duplessis réussit à tasser Paul Gouin, s'entoure des principaux lieutenants de l'Action libérale nationale et propose de fonder non plus une coalition ponctuelle mais un nouveau parti : l'Union nationale. Le succès est complet. Au mois d'août 1936, l'Union nationale balaie les libéraux. Maurice Duplessis devient premier ministre de la province.

Son premier mandat commence bien mal. Les anciennes figures de l'ALN qui l'ont rejoint, comme le Dr Philippe Hamel et Joseph-Ernest Grégoire, sont exclus du conseil des ministres. Ils quittent le parti. Oscar Drouin démissionne à son tour en 1937. Ils comprennent vite que les réformes annoncées par Duplessis ne se feront pas. Duplessis ne fera que rejouer la musique du temps de Taschereau, même s'il est vrai que les membres de son gouvernement ne pourront plus siéger à des conseils d'administration de grandes compagnies. Il y aura d'autres moyens d'utiliser le patronage et d'enrichir la caisse électorale du parti.

À une époque où la crainte du communisme est bien réelle (même si les membres du parti ne sont guère plus que 1000 en 1939), Duplessis, qui dit avoir écouté les conseils du cardinal Villeneuve à ce propos, fait voter la loi du cadenas. On pourra désormais apposer un cadenas pendant un an sur les « maisons » où se déroulent des « activités subversives » …Évidemment, on se gardera de définir ce que sont ces activités subversives. Même si elle est votée à l'unanimité, cette loi et plusieurs actions du gouvernement Duplessis inquiètent des observateurs à l'étranger. John MacCormac consacre même un texte au Québec dans le *New York Times* du 9 janvier 1938. Il pose crûment la question : "Is Quebec going fascist?"

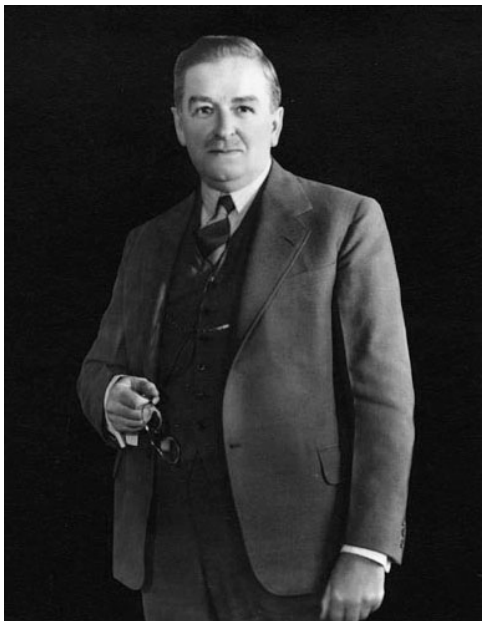


Le premier gouvernement de Maurice Duplessis en 1936. Source : Wikimedia Commons, domaine public.

Ce premier gouvernement Duplessis réussit quand même quelques coups, à commencer par le crédit agricole – offres de prêts aux cultivateurs allant jusqu'à 75 % de la valeur de leur ferme, à 2,5 % d'intérêt, remboursables sur 30 ou 39 ans. Entre 1937 et 1951, 35 421 prêts seront accordés à la classe agricole, qui appuiera largement Duplessis au fil de ses mandats successifs. Ajoutons à cela la création d'un ministère de la Santé, à une époque où les problèmes d'hygiène et de santé publique sont encore criants. Chaque année, plus de 3 000 personnes meurent de la tuberculose. Le gouvernement Duplessis appuie financièrement (à hauteur de 75 000 dollars) le docteur Armand Frappier, qui fonde l'Institut de microbiologie et d'hygiène de Montréal en 1938, à l'Université de Montréal. On pourra y fabriquer des vaccins et être ainsi indépendants… du moins, du point de vue vaccinal. Le gouvernement Duplessis se targuera, en 1956, d'avoir contribué à diminuer la mortalité infantile de plus de 50 % en vingt ans.

Duplessis s'attaque également à la crise économique. Rien n'est encore réglé : il faudra attendre l'année 1937 pour que le PIB canadien revienne à la hauteur de ce qu'il était en 1929. Le gouvernement Duplessis inaugure plusieurs chantiers pour donner de l'ouvrage aux chômeurs : constructions des stades de baseball à Trois-Rivières et Québec, développement de l'île Sainte-Hélène, création du jardin botanique de Montréal, etc. Il va sans dire que ces dépenses importantes, parmi d'autres, pèsent lourd. Duplessis déclenche des élections hâtives en 1939, tandis que plusieurs de ses organisateurs ne sentent pas que le parti soit prêt pour se lancer en campagne.

Les libéraux d'Ottawa ont beau jeu de dénoncer la gestion financière du gouvernement de l'Union nationale, empêchant du même souffle les emprunts du provincial sur les marchés extérieurs – nous sommes au début de la Seconde Guerre mondiale. Le ministre fédéral de la Justice, Ernest Lapointe, dit même, le 9 octobre 1939 : « [L]a véritable raison de cette élection est la situation financière malheureuse dans laquelle se trouve son gouvernement. Ils ont dépensé l'argent de la province comme des matelots en goguette. [12] » Ce n'est un secret pour personne que les marins en goguette et plusieurs membres du gouvernement Duplessis partagent une passion pour l'alcool, même pendant les heures ouvrables… Lapointe réussit aussi à associer Duplessis à la conscription. À l'en croire, si jamais Duplessis est réélu, il considérera cela comme un désaveu et démissionnera. Sans l'homme fort du Québec et ses collègues ministériels canadiens-français, plus rien n'empêcherait le fédéral d'imposer la conscription. Bref : voter pour Duplessis, c'est voter pour la conscription. Les résultats de l'élection du 25 octobre 1939 sont désastreux : Duplessis n'a plus que 15 députés face aux 70 libéraux d'Adélard Godbout.



Portrait du premier ministre Maurice Duplessis. Photographe : Neuville Bazin, 1947. Fonds Ministère de la Culture et des Communications (E6,S7,SS1,P36214).

Le nouveau chef de l'opposition est hospitalisé en décembre 1941 pour une hernie. Puis les choses dégénèrent en pneumonie… Duplessis est mourant. Sa carrière aurait pu s'arrêter là. Mais il se rétablit. De retour en chambre, le 22 avril 1942, il remercie le premier ministre Godbout pour son accueil chaleureux : « Je dois dire qu'au point de vue de ma santé physique, je suis un peu comme le gouvernement : je ne suis pas mort, mais pas fort. (Rires) La différence qu'il y a entre lui et moi cependant, c'est que moi j'en regagne constamment tous les jours, alors que lui, au contraire, en perd chaque jour. » Et c'est le pouvoir qu'il perdra en 1944. L'Union nationale, avec moins de votes que le Parti libéral, remporte plus de circonscriptions que ce dernier. Déjà, on peut voir à l'œuvre le déséquilibre démographique avantageant l'Union nationale. Tandis que des circonscriptions urbaines atteignent parfois plus de 60 000 personnes, les circonscriptions rurales représentent souvent autour de 15 000 électeurs. Puisque les libéraux ont plus de succès dans les villes que dans les campagnes, on comprend qu'il leur soit difficile d'obtenir autant sinon plus de sièges que l'Union nationale.

Si les résultats de l'élection de 1944 sont très serrés, il en va tout autrement quatre plus tard. Duplessis triomphe avec 82 députés contre 8 libéraux et 2 indépendants. Le duplessisme se consolide. Il permettra à l'Union nationale de gouverner la province de Québec jusqu'en 1960. Mais de quoi est fait ce duplessisme ? D'abord, comme je le disais plus haut, d'un conservatisme social et d'un laisser-faire économique guère différents de ceux de ses prédécesseurs libéraux du début du 20e siècle. Le secteur privé (comme la Iron Ore) développe les ressources naturelles de la province contre des redevances que d'aucuns pourraient considérer assez maigres. Quant aux secteurs de la santé et de l'éducation, les pouvoirs sont largement cédés à l'Église, même si la construction d'écoles et d'hôpitaux

sont l'œuvre du gouvernement, qui doit composer avec les effets du Baby-Boom. Remarquons, en outre, que les écoles techniques de la province sont sous le contrôle du ministre de la Jeunesse, Paul Sauvé. L'éducation est surtout envisagée comme une façon de s'enrichir personnellement, comme un investissement. Duplessis s'oppose farouchement à la gratuité scolaire. Les résultats sont à l'avenant : en 1960, seulement 3 % des 20-24 ans fréquentent l'université.

Dans sa gestion des affaires de la province, Duplessis navigue souvent à vue, laisse une grande place à l'arbitraire dans ses faits et gestes. La gestion est aussi « paroissiale » : Duplessis contrôle tout, dirige tout, voit tout. Ses ministres ne sont pas tous des marionnettes (malgré ce que plusieurs croient), mais n'ont bien sûr pas l'indépendance de prendre seuls des décisions d'importance, même pour leur propre ministère.

Duplessis distille aussi une forme d'autonomisme provincial, qui passe à la fois par des gestes symboliques – adoption du fleurdelisé comme drapeau officiel du Québec en 1948 – et par des actions concrètes – adoption d'un impôt provincial sur les revenus des particuliers en 1954. Le gouvernement de Maurice Duplessis refuse aussi les subventions fédérales aux universités, rappelant que le partage des compétences fédérales et provinciales établi par la constitution de 1867 doit être scrupuleusement respecté. Son attitude surprendra même Pierre Elliott Trudeau qu'on ne pourrait accuser d'être duplessiste :

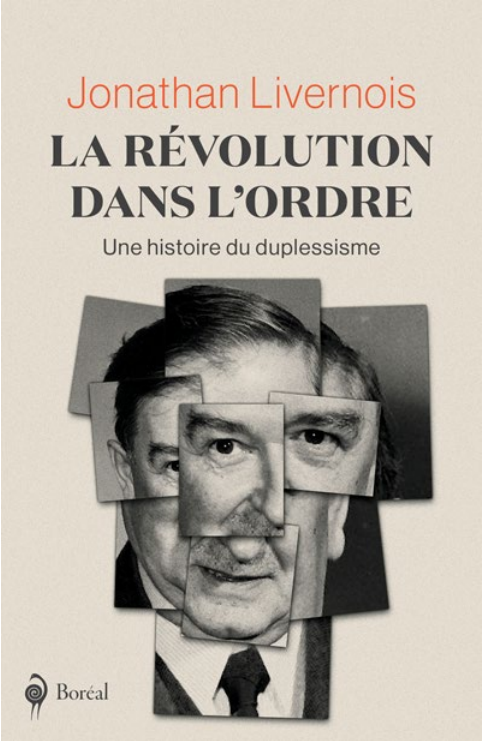
> *Il y a quelque chose quelque part qui ne marche pas. Car sur cette question d'octrois je me trouve en désaccord avec la plupart de mes amis et des gens dont me plaît généralement la pensée. Par ailleurs, je m'entends fort bien avec certaines attitudes de M. Duplessis et des nationalistes, avec qui je n'ai pas l'habitude de me ranger [13].*

Duplessis est aussi servi par un marketing politique extrêmement efficace, dirigé de main de maître par Jos.-D. Bégin, ministre de la Colonisation et organisateur en chef du parti. Bégin multiplie les produits promotionnels, des macarons aux cartons d'allumettes, en passant par des casse-têtes et des autocollants. Les slogans font mouche : « Les libéraux donnent aux étrangers ; Duplessis donne à sa province » (1948) ; « Laissons Duplessis continuer son œuvre » (1952) ; « Avec Duplessis, c'est le progrès » (1956).

Le duplessisme s'appuie également sur un anticommunisme à tout crin. Évidemment, Duplessis n'a rien d'un exégète de Marx et ne saisit sans doute pas ce dont il en retourne exactement. Sa peur, probablement réelle, sert admirablement son gouvernement. Duplessis se donne l'image du dernier rempart contre ce danger mortel, au moment où le sénateur McCarthy fait trembler les États-Unis avec ses « révélations » sur Hollywood. Tous les ennemis politiques deviennent des communistes, à commencer par les leaders syndicaux. L'antisyndicalisme de Duplessis n'a rien d'une légende. Les réactions musclées de son gouvernement et de la Sûreté provinciale, qui a tous les traits d'une police politique (comme à l'époque de Taschereau, sans doute), face aux grandes grèves (comme à Asbestos en 1949 et Louiseville en 1952), le montrent bien. En janvier 1954, son gouvernement fait adopter le bill 19, qui retire l'accréditation aux syndicats où se trouveraient des « communistes », sans que l'on s'entende, évidemment, sur ce qu'est un communiste. Pour le dire comme le stratège libéral Jean-Marie Nadeau en 1956, le seul socialisme dans la province est celui des « puissances d'argent » : « M. Duplessis est le maître de la province, la moitié de la population le croit. Duplessis est-il son propre maître ? D'autres le mènent par en arrière, tout en le craignant? Quels sont ces meneurs invisibles? N'est-ce pas les puissances d'argent qui ont créé pour elles le socialisme des gros ? [14] »

Le duplessisme est aussi animé par une sorte d'anti-intellectualisme, qui attaque sans coup férir des artistes et intellectuels. Des syndicalistes et des journalistes sont aussi victimes d'attaques contre leur réputation. Paul-Émile Borduas doit quitter l'École du meuble où il travaillait. Le père Georges-Henri Lévesque, à la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, est sans cesse menacé de renvoi. Cela dit, on ne saurait dire que Maurice Duplessis était en guerre contre le monde des lettres : il est l'ami de Félix-Antoine Savard et a de bonnes relations avec Roger Lemelin, Paul Toupin et Gratien Gélinas, parmi d'autres. Le portrait d'un Duplessis philistin doit sans aucun doute être raffiné, même si on comprend qu'il n'a aucun goût pour les avant-gardes.

Évidemment, on ne peut passer sous silence les manœuvres électorales frauduleuses, qui ont aidé l'Union nationale a conservé le pouvoir pendant plus de 15 ans. Par exemple, grâce à la loi 34 de 1952, un seul énumérateur (au lieu de deux) peut passer de porte en porte pour établir les listes électorales. Évidemment, rien n'empêche cette personne (comme un



La révolution dans l'ordre. Une histoire du duplessisme **(Jonathan Livernois, 2018). Source : Éditions du Boréal.**

second énumérateur de l'autre parti) d'y ajouter de faux noms. Tout ce beau monde ira tôt, le matin de l'élection, voter pour l'Union nationale. Ensuite, il s'agira de ralentir le vote pour le reste de la journée – en laissant une voiture devant la porte du bureau de votation, par exemple. Ailleurs, des fiers-à-bras font des raids dans les bureaux pour bourrer les boîtes de scrutin de bulletins de vote pour l'Union nationale. Il y a aussi toute la question du patronage, des promesses électorales (des réfrigérateurs, des paiements de comptes d'hôpitaux, des réfections résidentielles, des bouts de chemin pavés, etc.) en échange de votes. Il faut voter du bon bord. C'est tout un système qui se met en place et qui est supervisé par le grand argentier de l'Union nationale, l'homme d'affaires et conseiller législatif Gérald (Gerry) Martineau. Les propriétaires de grandes compagnies faisant affaire avec le gouvernement doivent remettre entre 10 % et 15 % de la valeur de leur contrat à la caisse électorale du parti. En argent comptant, s'il vous plaît. Il existe également un système d'intermédiaires, qui consiste pour les petites entreprises à rémunérer de faux intermédiaires (des amis de l'Union nationale) qui auront supposément permis la conclusion de l'entente avec le gouvernement. Inutile de dire que la caisse électorale du parti est remplie. Les moyens de Duplessis sont presque illimités, même si ce dernier ne semble pas avoir su ou pu s'enrichir personnellement.

Ce duplessisme fonctionne rondement jusqu'au décès du premier ministre, des suites d'une hémorragie cérébrale, le 7 décembre 1959, alors en visite à Schefferville. Rien n'indique que Duplessis aurait perdu ses élections, l'année suivante. D'ailleurs, rappelons que la victoire des Libéraux de Jean Lesage, le 22 juin 1960, n'a rien d'un triomphe.

Revenons à la question initiale : comment, donc, expliquer le succès de Maurice Duplessis ? L'on peut, pour ce faire, s'attacher à ce que j'appellerais le temps duplessiste. À force de compulser des publications électorales, des documents de propagande où des photos de machinerie agricole moderne côtoient des images de scènes bucoliques, j'ai défini ce temps duplessiste, conjuguant la modernité et le passé. Je le décrivais ainsi dans mon ouvrage *La révolution dans l'ordre. Une histoire du duplessisme* :

> *Le neuf n'a pas dévoré l'ancien; au contraire, ce dernier demeure le pilier, l'ancrage et ne disparaît surtout pas. Il revient sans cesse, et les Canadiens français le savent. Ils ont du temps pour voir venir, à telle enseigne que les changements finissent par intervenir d'eux-mêmes. Comme un fruit (trop) mûr, qui tombe de l'arbre. Le duplessisme ne fait que le secouer, un peu.*
>
> *C'est bien, je crois, ce que cherche à projeter l'Union nationale: un temps hors des secousses du temps, heureux; un temps plein où les ruptures n'existent pas, où la modernité n'a pas à être réclamée: on s'y retrouve de facto, de toute manière. Les révolutions sont inutiles. C'est ce temps qui structurera moult discours de l'Union nationale, jusqu'au court règne d'Antonio Barrette, tout au moins. Ce dernier écrivait d'ailleurs, dans ses Mémoires, en 1966: « Si j'avais été réélu [premier ministre], tout se serait déroulé calmement et discrètement. » Calmement et discrètement: Barrette parlait de la crise interne de l'Union nationale, mais on peut bien y voir, aussi, la manière unioniste de gouverner. Et quand ce n'est pas calme, c'est au moins discret [15].*

Un parti politique qui réussit à assurer une stabilité dans le changement est susceptible d'être élu et réélu. On pourrait bien citer ici Tocqueville :

> *Une nation fatiguée de longs débats consent volontiers qu'on la dupe, pourvu qu'on la repose, et l'histoire nous apprend qu'il suffit alors, pour la contenter, de ramasser dans tout le pays un certain nombre d'hommes obscurs ou dépendants, et de leur faire jouer devant elle le rôle d'une assemblée politique, moyennant salaire [16].*

Cette vision, qui n'est pas sans rappeler certains propos du Prince de Machiavel, est très sévère envers la « nation fatiguée » – *mutatis mutandis*, on aura fait le lien avec la province de Québec. D'autres pourraient au contraire croire qu'il y a là quelque chose de la sagesse d'un peuple qui n'a pas fait de révolutions autrement que « tranquilles » ou, pour reprendre les mots du député Daniel Johnson en 1952, « dans l'ordre ». Sagesse ou fatigue, le gouvernement qui met en place un tel sentiment de sécurité semble asseoir son pouvoir. La révolution dans l'ordre est bonne pour le Québec. Soixante ans plus tard, le 3 octobre 2018, le nouveau premier ministre du Québec, François Legault, annoncera ceci en conférence de presse : « Oui, le gouvernement de la CAQ va faire des changements, mais on va faire ça dans l'ordre [17]. » Est-ce un hasard ? Peut-être.

Enterrement de Maurice Duplessis au Cimetière Saint-Louis de Trois-Rivières, le 10 septembre 1959. Auteur inconnu. Source : Wikimedia Commons, domaine public.

Notes

[1] Anonyme, « Lévesque de nouveau en tournée », *La Presse*, 15 mars 1980, p. C1.

[2] René Lévesque dans Bernard Descôteaux, « Du duplessisme, il faut départager l'ivraie du bon grain (Lévesque) », *Le Devoir*, 10 septembre 1977, p. 6.

[3] Robert Darnton, *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, traduit de l'américain par Marie-Alyx Revellat, Paris, Robert Laffont, 1985, p. 10.

[4] Ibid.

[5] Montréal, Éditions du Boréal, 2018. Les lecteurs et lectrices y trouveront de nombreuses références, que j'ai voulu réduire au possible dans ce texte pour en rendre la lecture plus fluide.

[6] Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain. De la confédération à la crise (1867-1929)*, nouvelle édition refondue et mise à jour, Montréal, Éditions du Boréal, 1989, p. 508.

[7] Georges Léveillé, «M. Duplessis a prononcé le meilleur discours, depuis le 10 janvier», *Le Devoir*, 20 janvier 1928, p. 1.

[8] Jacques Ferron, *Du fond de mon arrière-cuisine*, Montréal, Éditions du Jour, 1973, p. 111.

[9] Frédéric Boily, « Le style populiste de Maurice Duplessis : le début des années 1930 », dans Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis. Son milieu, son époque*, Québec, Éditions du Septentrion, 2010, p. 83-84.

[10] Elzéar Lavoie, « L'évolution de la radio au Canada français avant 1940 », *Recherches sociographiques*, vol. 12, no 1, 1971, p.23 et 26.

[11] Sophie Imbeault et Jonathan Livernois, « Il fut un temps où Duplessis démasquait les coquins », *Le Devoir* (« Le Devoir d'histoire »), 2 juin 2018, p. B10.

[12] Ernest Lapointe, « Je ne resterai pas là malgré vous », *Le Devoir*, 10 octobre 1939, p. 6.

[13] Pierre Elliott Trudeau, « Les octrois fédéraux aux universités », *Cité Libre*, no 16, février 1957, p. 9.

[14] Jean-Marie Nadeau, *Carnets politiques*, préface de René Lévesque, Montréal, Éditions Parti pris, 1966, p. 21.

[15] Jonathan Livernois, *La révolution dans l'ordre. Une histoire du duplessisme*, p. 107-108.

[16] Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris, Gallimard, 1985, p. 237-238.

[17] François Legault, cité par Marco Bélair-Cirino, « Legault promet du changement "dans l'ordre" », *Le Devoir*, 3 octobre 2018.